

L'ÉDITO

Jurek Kuczkiewicz

BUDGET DE L'UE : L'OCCASION HISTORIQUE MANQUÉE

L'UE a entamé son processus budgétaire pluriannuel pour les années 2021-2027. Et c'est parti pour un an ou deux d'après querelles de sous en famille : les pires, celles où chacun ne cesse de compter si l'autre n'a pas obtenu plus que lui, tout en l'espérant pour soi-même. Même si l'épuration présentée mercredi par Jean-Claude Juncker et son commissaire au Budget Günther Oettinger est encore sommaire, chaque volet devant faire l'objet de présentations détaillées dans les prochaines semaines, on peut risquer une première évaluation. D'abord sur le niveau général d'ambition, le constat est sans appel : avec un budget total fixé à 1,1% du Revenu national brut de l'UE, ce budget se situe dans la fourchette la plus basse envisagée. Est-on plus ambitieux avec moins d'argent ? On aura beau retourner les chiffres dans tous les sens : la réponse est non. Et il est utile de rappeler que le budget de l'UE ne représente que 2% des dépenses publiques dans l'UE. Il faut oser le dire un peu plateatement : on parle ici de clopinettes. « Une UE réduite en conséquence du Brexit devrait avoir un budget plus petit », a dégainé le Premier ministre néerlandais Mark Rutte, qui a visiblement décidé de reprendre le costume de leader eurosceptique européen abandonné par David Cameron. (Il n'avait pourtant pas porté chance à Cameron et ce devrait être une leçon à méditer par M. Rutte, tant pour lui-même que pour son pays.) Budget plus petit ? Forcément, ce sera pour une ambition plus petite... Le projet de budget de la Com-

mission, qui va seulement être négocié (raboté !) par les États, ne manque pas de quelques innovations et accents sympathiques : 25 milliards d'euros pour soutenir les réformes structurelles, une garantie assurant un matelas de 30 milliards pour protéger de chocs asymétriques,

Ce n'est jamais le bon moment pour remettre les choses en question

700 millions d'euros pour offrir une carte Interrail à tous les jeunes ou encore le doublement d'Erasmus... C'est bienvenu, mais cela ne change rien à une déception majeure : au temps d'un tournant dans l'histoire européenne et l'évolution géostratégique du monde, le moment était rêvé pour remettre complètement à plat le budget et le reconstruire en le calquant sur les nouvelles réalités, enjeux et défis. Pour ne prendre qu'un seul exemple : les politiques agricoles et de cohésion, vaches sacrées européennes, seront bien légèrement amputées. Mais comment justifier face au défi du changement climatique, de poursuivre le subventionnement massif d'une agriculture industrielle intensive, que l'on soumet par ailleurs à une pression toujours plus grande de la concurrence mondiale libre-échangiste ? Hélas, dans cette construction complexe qu'est l'UE à 28, les résultats croisés des intérêts particuliers et de la multitude de petits conservatismes font que ce n'est jamais le bon moment pour remettre les choses en question. Paradoxalement, c'est la seule bonne raison pour ne pas augmenter ce budget en proportion de la hauteur des défis. Mais si on ne le fait pas aujourd'hui, on le fera quand ?